

GOUVERNEMENT

Limogeage rapide de Tebboune, retour inattendu de Ouyahia

La chute inéluctable du gouvernement Tebboune a finalement eu lieu plus tôt que prévu : dès le premier jour de reprise de travail par le désormais ex-Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, qui venait de rentrer d'un congé court mais combien «mouvementé». La campagne féroce menée contre lui par Bouteflika et son entourage ne laissait effectivement pas le moindre doute quant à son limogeage. Seules surprises dans toute cette affaire, et elles sont deux, restent sa célérité ainsi que l'identité du remplaçant.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - On attendait surtout le nom du ministre de l'Intérieur, Noureddine Bédoui qui bénéficiait d'une large couverture médiatique, notamment chez les médias lourds comme l'ENTV et la Radio nationale. Or, Abdelaziz Bouteflika aura finalement opté pour un poids lourd, l'homme qui, incontestablement, accumule le plus d'expérience à ce poste-là et dans les hautes sphères de l'Etat, pour conduire l'exécutif : Ahmed Ouyahia.

Un retour inattendu mais qui ne constitue nullement une surprise. L'annonce officielle de ce changement à la tête du gouvernement s'est faite via un communiqué de la présidence de la République, diffusé en début d'après-midi par l'APS. En voici le contenu intégral : «En application de l'article 91, alinéa 5 de la Constitution, Son Excellence M. Abdelaziz Bouteflika, Président de la République, a mis fin, ce jour, aux fonctions de Premier ministre, exercées par M. Abdelmadjid Tebboune.» «En application des mêmes dispositions constitutionnelles, et après consultation de la majorité parlementaire, le Président de la République a nommé M. Ahmed Ouyahia, Premier ministre.» Deux mois et demi à peine après sa nomination, le 24 mai dernier,

Abdelmadjid Tebboune est donc limogé à l'issue d'une dévastatrice sortie de Abdelaziz Bouteflika qui, à travers une chaîne de télévision privée, avait pratiquement «exécuté» son Premier ministre par une série de reproches et de remarques assassines. S'ensuivra une ahurissante campagne médiatique à charge contre la personne d'un Tebboune qui en sortira groggy et, in fine, avec ce triste record d'avoir été le Premier ministre qui a le moins duré à son poste.

Paradoxalement, son successeur, Ahmed Ouyahia, aura, lui, à son actif le record inverse, d'être celui qui a le plus exercé cette fonction de Premier ministre ou de chef du gouvernement. Sous Bouteflika et même sous Zeroual, Ahmed Ouyahia aura été nommé Premier ministre ou chef du gouvernement, ou confirmé à ce poste, pas moins de sept fois ! Il retrouve, en effet, un poste qu'il avait cédé à Abdelmalek Sellal le 3 septembre 2012.

Après une petite mais sévère traversée du désert, Ouyahia, qui avait été contraint de céder également, dans la foulée, son poste de secrétaire général du Rassemblement national démocratique, le 5 janvier 2013, refera un spectaculaire retour aux affaires dès mars 2014. A la veille des pré-



Abdelmadjid Tebboune.

Photo : Samir Sid



Ahmed Ouyahia.

Photo : Samir Sid

sidentielles de 2014, il est en effet nommé au poste stratégique de directeur de cabinet du président de la République, puis quelques jours plus tard, désigné dans le directoire de campagne du candidat Abdelaziz Bouteflika aux présidentielles du 17 avril 2014.

En juin de la même année, Bouteflika le charge officiellement de la conduite, en son nom, des consultations politiques autour de la nouvelle Constitution. Sur sa lancée, il reprend son poste de secrétaire général du RND et «éradiquera» définitivement ses opposants au sein du parti à l'occasion du congrès de 2015.

Occupant le poste clé de directeur de cabinet à la présidence, Ouyahia est au cœur du pouvoir depuis mars 2014 notamment et jouera un rôle de premier plan dans la gestion des dossiers les plus sensibles de l'Etat, un rôle d'autant

déterminant que la maladie de Bouteflika ne facilite guère la tâche à son détenteur.

Jouissant d'une grande confiance auprès de Bouteflika et de son très proche entourage, contrairement aux idées reçues, Ouyahia est sans doute l'homme le mieux préparé, parmi l'ensemble du personnel du pouvoir, à conduire les affaires du pays, en cette conjoncture assez difficile, marquée par une crise économique aggravée par les chutes persistantes des prix du pétrole depuis juin 2014.

Il aura d'ailleurs immédiatement sur les bras, deux dossiers urgents à traiter : le nouveau plan d'action du gouvernement et la nouvelle loi de finances pour 2018.

Parallèlement, il va devoir préparer la très prochaine rentrée sociale ainsi que les élections locales de novembre prochain. Ceci pour l'immédiat. De manière générale, le nouvel homme fort du gouvernement aura à préparer le rendez-vous majeur et déterminant pour l'avenir de la nation, celui des présidentielles de 2019.

Sur un autre plan, la nomination d'un chef de parti comme Premier ministre fermera la parenthèse, ouverte depuis le 3 septembre 2012, durant laquelle les fonctionnaires et les walis ont dominé tous les gouvernements qui se sont succédé, depuis. Faut-il rappeler à ce propos qu'il y a à peine quelques semaines, et en prévision de la nomination du gouvernement Tebboune, Abdelaziz Bouteflika avait donné l'instruction inverse lorsqu'il signifiait aux partis siégeant au gouvernement qu'ils ne devraient pas y être représentés par leurs chefs respectifs ! Ceci étant, le nouveau patron de l'exécutif, qui devra prendre officiellement ses fonctions aujourd'hui mercredi 16 août, à l'issue de la cérémonie de passation de consignes avec son prédécesseur, ne devrait pas tarder à dévoiler la nouvelle feuille de route fixée par le pouvoir par rapport à de nombreux dossiers qui ont défrayé la chronique ces derniers jours. Par exemple, le type de relations entre l'argent et la politique, les importations, la politique industrielle, «exacte», etc.

K. A.

RÉACTIONS

Saâd Abdallah Djaballah : «C'est une mascarade sinon, un soutien ostentatoire aux corrompus et à la corruption qui dénote du mépris pour la nation. Quel est le crime de monsieur Tebboune ? Il a tout juste évoqué l'idée de lutter contre la corruption. Même si ce n'était qu'une tempête dans un verre d'eau. Mais, c'est un signe très dangereux. Son limogeage prouve que le clan au pouvoir ne recule devant rien. C'est une tyrannie qui se fiche de la logique.» Cette nomination ouverte à Ouyahia le chemin de la présidence de la République en 2019 ? «Je pense qu'il est prématuré de parler de présidentielle. Il n'y rien de rationnel dans ce qui se passe. Et on peut se tromper en essayant d'analyser logiquement les choses.»

Seddik Chiheb, porte-parole du RND, au micro d'Ennahar TV : «Je ne suis pas habilité à commenter le limogeage de monsieur Tebboune mais je pense que les trois mois qu'il a passés à tête du gouvernement se sont distingués par un peu de précipitation, d'improvisation, une démarche aléatoire dans l'exécution des orientations du président de la République. Quant à monsieur Ouyahia, c'est un homme qui a toujours répondu présent à l'appel du devoir. D'autant qu'il a prouvé sa loyauté au président de la République en s'appliquant à exécuter ses orientations. Il est sage, compétent, déterminé, ferme et ce sont là des qualités indispensables pour affronter les défis de l'heure.»

FCE : «Le Forum des chefs d'entreprises réitère sa position constante et de principe quant à la poursuite du travail avec le Premier ministre Ahmed Ouyahia et avec toutes les institutions la République dans le cadre du dialogue et de la concertation afin de construire une économie forte et compétitive et d'œuvrer pour le développement durable du pays en vue de le préserver pour les générations futures. Le Forum des chefs d'entre-

prises souhaite bon courage à Ahmed Ouyahia dans le cadre de ses missions au service de notre cher patrie.»

Sadek Bouguetaya, FLN : «Quand le Président Bouteflika a désigné monsieur Tebboune à la tête du gouvernement, nous avons applaudi la décision et dit que Tebboune était une compétence et nous l'avons accompagné dans sa mission. C'est le président de la République qui l'a démis de ses fonctions et il sait pourquoi il l'a fait. Nous ne sommes pas contrariés par ce limogeage. Nous ne refusons pas la désignation de monsieur Ouyahia non plus. C'est le président de la République et non moins président de notre parti qui l'a désigné pour exécuter son programme. Nous allons accompagner et soutenir son gouvernement dans sa mission. Le Rassemblement national démocratique n'est pas un adversaire mais, un partenaire dont les 100 députés ont voté pour notre candidat à la présidence de l'APN. D'autant que nous partageons avec lui les mêmes valeurs ainsi que l'adhésion au programme du président de la République.»

Soufiane Djilali, président de Jil Jadid : «Monsieur Tebboune a été éliminé parce qu'il a touché aux intérêts de la mafia politico-financière. Cette nomination rocambolesque de Ahmed Ouyahia, au moment où l'Assemblée populaire nationale est en congé, est un coup de force qui scelle une alliance entre ceux qui ont fait du détournement des deniers publics une vocation. La mafia politico-financière a désormais un visage et un nom : Ouyahia. Cela se passe au moment où le Président est absent. Il ne s'est jamais adressé à personne malgré les mensonges qu'on peut proférer ici et là. L'application de l'article 102 de la Constitution (article portant déclaration de l'état d'empêchement du Président, Ndlr) est plus que jamais d'actualité.»

L. H. et R. N.

Biographie du nouveau Premier ministre

M. Ahmed Ouyahia, nommé hier au poste de Premier ministre, jouit d'un riche parcours à la faveur des fonctions et des hautes responsabilités qu'il a occupées au sein de l'Etat depuis 1993, en qualité de sous-secrétaire d'Etat aux Affaires arabes et africaines, puis de chef de cabinet de Zeroual en 1995, avant d'être nommé plusieurs fois chef du gouvernement.

Né le 2 juillet 1952 à Iboudraren (wilaya de Tizi Ouzou), Ahmed Ouyahia, diplômé de l'Ecole nationale d'administration (ENA), a été affecté en 1981 comme conseiller aux Affaires étrangères à l'ambassade d'Algérie en Côte d'Ivoire, puis en 1984, à la direction de la Mission permanente de l'Algérie aux Nations-Unies à New York.

De 1988 à 1989, il est nommé co-représentant algérien au Conseil de sécurité des Nations-Unies, puis chargé d'études au cabinet du ministre des Affaires étrangères avant de devenir directeur général du département africain du même ministère.

Nommé ambassadeur au Mali en 1992, M. Ouyahia a été chargé de négocier la paix comme intermédiaire dans le conflit entre le gouvernement malien et le mouvement de l'Azawad dans le nord de ce pays et qui avait abouti à la signature du Pacte national de Bamako.

De retour à Alger en 1993, il est nommé sous-secrétaire d'Etat aux Affaires arabes et africaines sous le gouvernement présidé par le défunt Redha Malek. Chef du gouvernement de 1995 à 1998 et de 2003 à 2006, M. Ouyahia a effectué son retour à la tête de l'Exécutif, mais cette fois comme Premier ministre de 2008 à septembre 2012, date à laquelle il sera remplacé par Abdelmalek Sellal.

Il a occupé, en outre, le poste de ministre d'Etat ministre de la Justice de 1999 à mai 2002 et ministre d'Etat représentant personnel du président de la République de juin 2002 à mai 2003. Il a aussi occupé le poste de directeur de cabinet de la présidence de la République à deux reprises.

M. Ouyahia est également secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), deuxième force politique du pays après le parti du Front de libération nationale (FLN). En janvier 2013, il démissionne de son poste de secrétaire général du RND et il est remplacé par M. Abdelkader Bensalah.

En juin 2015, après la démission de ce dernier, il est de nouveau secrétaire général par intérim avant d'être confirmé dans son poste lors du congrès du RND en mai 2016. Ahmed Ouyahia est marié et père de deux enfants.

APS